

ART. 92

La Rapporteure. La Commission propose une modification pour le texte en français avec un trait d'union qui relie contrat à type.

- Le Conseil d'Etat se rallie à la proposition de la commission (projet bis).
- Modifié selon la proposition de la commission (projet bis).¹

ART. 93

- Adopté.
- La lecture des articles est ici interrompue.

Discours de M. Joseph Deiss, président de l'Assemblée générale de l'ONU

La Présidente. Aimer est notre seul devoir, servir notre unique privilège, telles étaient les paroles que vous prononciez au terme de votre année présidentielle du Grand Conseil fribourgeois en 1991; j'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue dans notre Parlement fribourgeois.

Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Madame Elisabeth Deiss,

Messieurs Nicolas et Raphaël Deiss,

Mesdames, Messieurs les membres de sa famille,

Mesdames les 1^{re} et 2^e vice-présidente du Grand Conseil,

Monsieur le Président du Conseil d'Etat,

Mesdames, Messieurs les Conseillères et Conseillers d'Etat,

Mesdames, Messieurs les députés,

Mesdames, Messieurs les représentants des médias,

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur d'accueillir en ce jour Joseph Deiss, président de la 65^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'élection de notre ancien président du Grand Conseil, le 10 septembre dernier, à ce poste prestigieux nous remplit de fierté.

Les membres de la délégation fribourgeoise présents lors de votre 1^{re} séance ont vécu un moment inoubliable. Ils ont pu, grâce aux diverses séances et visites organisées par la Mission suisse, mieux connaître le travail précieux effectué dans le cadre de l'ONU. Ils ont pu également prendre la mesure de la complexité des dossiers à mener. Wer hätte vor 8 Jahren gedacht, als die Schweiz der Uno beigetreten ist, dass in so kurzer Zeit einer unserer Mitbürger das Präsidium im Palast von Manhattan übernehmen würde.

Le pays de Fribourg et la Suisse toute entière sont honorés par la nomination d'un de ses citoyens à cette fonction éminente.

A voir l'enthousiasme d'aujourd'hui, on se demande pourquoi il a fallu si longtemps à notre pays pour rejoindre cette organisation. Qu'on se rappelle la votation de

1986 qui avait vu 77 % de non dans notre canton. Les esprits ont évolué et 16 ans plus tard, on note un renversement complet avec 60 % de oui.

Diese Entwicklung wurde namentlich aufgrund des grossen Engagements von Joseph Deiss möglich. Als Vorsitzender des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten hat er keinen Aufwand gescheut, um zu erklären, dass der Beitritt im Interesse unseres Landes liegt und mit der Neutralität vereinbar ist.

En cet après-midi du 3 mars 2002, le miracle s'est produit et l'eau de Barberêche s'est transformée en champagne avec lequel on a arrosé la victoire une fois les résultats connus.

Merci Monsieur Deiss pour votre action et votre engagement.

Vous occupez aujourd'hui et pour un an le bureau présidentiel dans le palais de Manhattan, sur un site que John D. Rockefeller avait offert aux Nations Unies.

Pour l'anecdote, j'ai lu que c'était auparavant un emplacement occupé par des taudis, des abattoirs et des brasseries ! Aujourd'hui, tout le quartier est construit de tours plus majestueuses les unes que les autres !

Le choix de New York s'expliquait par la volonté de mieux arrimer les Etats-Unis d'Amérique à la nouvelle organisation. On sait que l'absence américaine avait été une des causes de l'échec de la Société des nations établie à Genève.

Monsieur Deiss, vous êtes la 67^e personnalité qui revêt la fonction de président de l'Assemblée générale.

Il serait évidemment intéressant de citer les nombreuses personnalités qui ont occupé cette charge. Je me limite à quelques noms: le Belge M. Paul-Henri Spaak, signataire du Traité de Rome et secrétaire général de l'OTAN, le Canadien Lester Pearson, créateur des casques bleus, l'Italien Amintore Fanfani, un grand homme d'Etat, ou encore Abd al-Aziz Bouteflika, président de la République démocratique d'Algérie que vous aviez reçu à Berne.

Alors que nous voyons, depuis trente ans, les femmes suisses enfin occuper quelques postes importants, j'ai eu la curiosité de voir combien de femmes avaient présidé l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il y en a eu trois, la première en 1953 fut M^{me} Pandit, déléguée de l'Inde, il y eut M^{me} Brooks du Liberia en 1969 et la dernière fut M^{me} Al Khalifa du Bahreïn en 2002. Je relève que le 2 juillet de cette année 2010, les 192 états membres de l'ONU ont voté une résolution à l'unanimité afin de créer une ONU Femmes, et, c'est l'ancienne présidente du Chili, M^{me} Bachelet, qui vient d'être élue.

Monsieur le Président, vous devrez faire preuve de tous vos talents de diplomate pour diriger les travaux de l'Assemblée générale. Vous avez déjà dû faire face et gérer un incident diplomatique lors du discours du président iranien.

Je formule le vœu et j'espère que vous serez épargné de scènes comme celle qui vit Khrouchtchev frapper son pupitre de ses souliers ou Kadhafi malmené un exemplaire de la charte lors d'un discours qui dépassait largement son temps de parole.

Dans votre discours de fin de mandat présidentiel du Grand Conseil, en 1991, vous disiez, je cite «je crois qu'on peut dire que notre canton, sans renier son passé, est un canton moderne qui vit avec son temps et qui, même si quelques difficultés s'annoncent, regarde l'avenir avec confiance».

¹ Les propositions de la commission (projet bis) figurent en pp. 1585ss.

La présidence du Grand Conseil est plus reposante que celle de l'Organisation des Nations Unies, malgré quelquefois les fougueux discours de mon collègue Louis Duc notamment, ou lorsque la clochette ne suffit pas à ramener le calme dans le Parlement.

Monsieur le Président, vous pouvez envisager votre année présidentielle onusienne avec confiance car nous connaissons, toutes et tous, vos talents de négociateur et d'homme apte à trouver et proposer des solutions consensuelles.

Cette présidence sera également l'occasion de vivre des rencontres enrichissantes avec de nombreuses personnalités, notamment des chefs d'Etats, comme celle, toute récente, avec le président Obama.

Mes chers collègues députés,
Mesdames, Messieurs,

L'évènement de l'accession à la Présidence de l'Assemblée de l'Organisation des Nations Unies de notre ancien Président du Grand Conseil fribourgeois doit également être l'occasion pour notre canton et pour toute la Suisse de mieux connaître et de suivre l'immense travail accompli dans le cadre de l'ONU et de ses commissions.

L'élection à la présidence de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies de Joseph Deiss nous donne l'occasion de nous pencher sur le fonctionnement des Nations Unies, les rôles respectifs du Conseil de sécurité, avec l'usage toujours controversé du droit de veto, et de l'Assemblée générale qui réunit les 192 pays membres.

L'Assemblée générale est l'organe principal des Nations Unies et elle tire de sa composition universelle sa légitimité.

Il convient de rappeler les buts des Nations Unies:

1. Den Frieden und die internationale Sicherheit aufrechtzuerhalten;
2. Beziehungen zwischen den Nationen, die sich auf die Beachtung des Völkerrechts stützen, zu entwickeln;
3. Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique social, intellectuel ou humanitaire en encourageant le respect des droits de la personne humaine et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion;
4. Etre un centre où s'harmonisent les efforts des nations dans ces objectifs communs.

Un travail titanique! Nos vœux vous accompagnent Monsieur le Président!

Monsieur le Président, j'imagine que maintenant vous allez nous donner vos premières impressions, nous présenter vos vues sur une ONU devenue plus forte au cœur du débat global et développer vos idées sur la gouvernance mondiale.

Monsieur le Président, Excellence, comme on vous nomme en dehors de nos frontières, j'ai l'honneur de vous donner la parole. (Applaudissements.)

Joseph Deiss. Sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Grossräätinnen und Grossräte

Mit vielen Emotionen bin ich heute für die Eröffnung der Oktoberession des Grossen Rates bei Ihnen.

In diesem Saal habe ich meine ersten Erfahrungen als Parlamentarier gemacht. Sie haben mich angespornt, mich weiter für die öffentliche Sache zu engagieren. Sie haben mich gelehrt, wie wichtig der Dialog und die

Suche nach Konsens sind, um Lösungen zu erreichen, die das Gemeinwohl fördern.

Unsere Institutionen sind sehr wertvoll. Was wäre heute die Schweiz, ein kleines Binnenland ohne bedeutende Naturvorkommen, wenn wir uns in der Vergangenheit nicht politische Institutionen und einen rechtlichen Rahmen gegeben hätten, mit denen die Demokratie, der Rechtsstaat, die Beachtung der Menschenrechte, die transparente Verwaltung der öffentlichen Angelegenheiten und die Entwicklung der wirtschaftlichen Tätigkeit gefördert wurde? Was wäre Freiburg ohne solide Verbindungen zu den übrigen Mitgliedern unserer schweizerischen Eidgenossenschaft? Was wäre die Schweiz ohne den Geist ihrer Mitglieder, also auch ohne denjenigen von Freiburg?

M^{me} la Présidente,

M^{mes}, MM. les Députés,

C'est avec beaucoup d'émotion que je me retrouve, aujourd'hui, avec vous pour l'ouverture de la session d'octobre du Grand Conseil.

C'est dans cette salle que j'ai fait mes premières expériences de parlementaire, des expériences qui m'ont donné le goût de continuer à m'engager pour la chose publique et qui m'ont appris combien le dialogue et la recherche du consensus sont fondamentaux pour l'obtention de solutions qui satisfassent le bien commun.

Nos institutions sont un bien précieux. Que serait aujourd'hui la Suisse, pays de petite taille enclavé, sans ressources naturelles d'importance, si hier, nous ne nous étions pas dotés des institutions politiques et du cadre juridique favorables à l'exercice de la démocratie, au règne de l'état de droit, au respect des droits humains, à la gestion transparente des affaires publiques et au développement de l'activité économique?

Que serait Fribourg, sans les liens solides qui l'unissent avec tous les autres membres de notre Confédération helvétique? Et que serait la Suisse, sans le génie de ses membres, donc aussi celui de Fribourg?

Nombreux ont été les orateurs de ces deux semaines passées, vous savez que ce sont les plus importantes ou les plus animées de l'année onusienne, le débat général et cette année encore le débat sur les objectifs du Millénaire sur le développement. Nombreux ont donc été les orateurs qui lors de ces débats à l'Assemblée générale de l'ONU, ont rappelé l'importance de la bonne gouvernance, tant au niveau local, national ou même global ou mondial, comme nous le disons en français.

Dans sa dimension nationale, la bonne gouvernance a surtout été évoquée pendant la réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

En 2000, lors du Sommet du Millénaire, la communauté internationale, à peu près 150 chefs d'Etats présents à New-York, a adopté le programme que je qualifie de programme le plus ambitieux jamais lancé pour lutter contre la pauvreté. La réunion de haut niveau qui vient de se tenir avait pour but de faire le bilan des résultats obtenus à cinq ans de l'échéance, puisque ces objectifs doivent être réalisés en 2015, et par conséquent d'établir aussi un plan d'action pour assurer que les objectifs seraient respectés.

Où en sommes-nous, après dix années d'efforts, alors que le monde se relève de la crise économique et financière?

Le bilan est mitigé, il faut bien l'avouer. Mais les progrès sont réels et j'insiste pour qu'on ne voit pas que le verre

à moitié vide. Les progrès sont réels sur certains plans: globalement, nous pouvons dire que la pauvreté a reculé. Mais il y a des régions, comme l'Afrique subsaharienne, où nous sommes en retard. Il y a également des domaines spécifiques, la lutte contre la faim, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle en particulier, où nous sommes en retard. Des efforts supplémentaires sont nécessaires, même si les objectifs fixés étaient très ambitieux.

La crise économique et financière a en outre fragilisé les acquis, mais les décennies de forte croissance qui l'ont précédée ont révélé le fort potentiel de l'économie mondiale. Je l'ai affirmé devant l'Assemblée générale, les dix années où nous avons travaillé sur ces objectifs du Millénaire, ont en tout cas apporté une preuve et c'est celle que nous avons aujourd'hui; l'ensemble de la communauté internationale a les moyens pour vaincre non pas la moitié, mais toute la pauvreté. Nous avons ces moyens, nous avons assez de potentiel pour nourrir, vêtir, loger tous les humains et satisfaire tous les besoins fondamentaux. C'est pour cette raison qu'il faut être optimiste et que je suis convaincu que les objectifs peuvent être atteints. Nous avons le savoir-faire et les moyens de réussir. Il faut encore maintenant le vouloir. Et vous connaissez l'adage de la langue française en la matière.

Pendant le sommet, de nombreuses propositions et engagements financiers ont été pris. Mais tout aussi importants ont été les appels à assurer que les politiques mises en œuvre au niveau international et national soient favorables au développement, et dans ce contexte, il faut parler de l'amélioration des institutions et de la gouvernance. Lorsqu'on veut réduire de 2/3 la mortalité infantile, il ne suffit pas de mettre à disposition des moyens financiers, mais ce sont des transformations de la société qui sont requises dans les moments les plus cruciaux ou les plus personnels de son existence, par exemple la mise au monde des enfants.

Ce qui va compter maintenant, et c'est un aspect que j'ai mis en exergue aussi lors de la conclusion du sommet, c'est que nos paroles se traduisent en actes. Et j'entends bien que l'Assemblée générale contribue à assurer un suivi étroit des résultats. La lutte contre la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement seront donc des thèmes qui vont continuer à occuper l'Assemblée au cours de cette 65^e session. Vous savez que l'Assemblée générale des Nations unies ne fait qu'une session par année; elle dure du 14 septembre de l'année d'entrée jusqu'au 13 septembre de l'année suivante.

Un autre thème majeur sera celui du développement durable, par lequel il faut entendre que la satisfaction de nos besoins ne mette pas en péril la satisfaction de ceux de nos enfants, de nos petits-enfants et ainsi de suite. Ce qui implique que nous adoptions des structures économiques qui soient plus respectueuses de notre environnement. L'Assemblée générale a déjà tenu une réunion de haut niveau il y a deux semaines sur la biodiversité, une autre réunion sur le même thème est à venir en octobre à Nagoya au Japon. Des décisions importantes vont aussi devoir être prises dans le domaine du changement climatique avec la prochaine réunion de Cancun, avec tous les problèmes que cela comporte et les difficultés qu'il y a à obtenir un consensus de tous nos Etats membres.

Les questions liées au développement et celles touchant à l'environnement ne sont que deux domaines parmi tant d'autres aujourd'hui où les défis sont d'une telle ampleur ou d'une telle nature que les réponses à y apporter ne peuvent être obtenues que par des stratégies globales.

L'ONU est la pièce centrale du système de gouvernance globale où doivent se forger les solutions mondiales. L'ONU est le forum prééminent du débat global. Elle possède une légitimité unique pour le faire, de par la quasi-universalité de ses Etats membres; elle a en outre une expertise et une présence uniques sur le terrain pour le faire. Je l'ai dit dans mon discours d'acceptation, et c'est aussi une des raisons majeures pour lesquelles je m'étais engagé dans la campagne pour l'accession de la Suisse à l'ONU.

Mais il y a aujourd'hui un danger de plus en plus grand que l'ONU soit marginalisée face à l'émergence d'autres acteurs sur la scène internationale. L'ONU est critiquée: elle ne serait pas assez efficace, elle serait trop lourde. Il paraît plus facile et plus rapide de décider d'une action urgente dans un cadre plus restreint que celui des 192 qui se réunissent à East River. D'où l'émergence du G8, du G20 et d'autres groupes informels de concertation.

Il ne s'agit pas de nier le rôle que peuvent jouer des entités comme le G20. La crise économique et financière a montré l'importance d'une réponse coordonnée et rapide. Mais il est indispensable et urgent d'instaurer des ponts entre les efforts déployés par les divers acteurs. Il faut améliorer les mécanismes d'information, de consultation et de coopération entre ces entités d'une part et les pays qui n'en font pas partie. Cela, seule l'ONU et son Assemblée générale peuvent le faire.

C'est pour réfléchir sur les moyens d'y parvenir que j'ai proposé pour le débat général qui vient de se conclure le thème «réaffirmer le rôle central de l'ONU et de son Assemblée générale dans la gouvernance globale». En termes plus simples: «Comment améliorer le consensus?» parce que nous ne pouvons pas prendre de décisions qui auraient un caractère coercitif pour nos membres. Le premier objectif de l'ONU c'est de protéger la souveraineté de ses membres. On ne va donc pas aller à l'encontre de ce principe. Mais comment améliorer les mécanismes qui permettent de parvenir à des solutions consensuelles qui puissent être appliquées partout, par exemple dans le domaine du réchauffement climatique?

Ce thème de la gouvernance a trouvé un vaste écho à New York: des Etats-Unis au Belize, en passant par la Suisse, le Brésil ou Saint-Vincent et les Grenadines – lisez son texte, ce représentant permanent de Saint-Vincent et des Grenadines, il est excellent – et toutes ces interventions pratiquement tous les Etats membres présents se sont exprimés sur le thème de la gouvernance globale.

Beaucoup de voix ont reconnu le rôle unique de l'ONU, mais tout en émettant de nombreuses réserves sur son efficacité et en martelant notamment le besoin urgent de poursuivre les réformes en cours, comme par exemple celle du Conseil de sécurité. Conseil de sécurité qui correspond à l'Etat de 1945 dont vous parlez M^{me} la Présidente, avec cinq membres permanents et le droit de véto et 10 autres membres qui y sont pour deux ans à tour de rôle, à un moment où on était encore avant la grande période de la décolonisation. Et encore avant l'effondrement des grands blocs, à un moment où l'ONU comptait 50 membres ou à peu près. Et aujourd'hui où elle en a 192. Tout

le monde est d'accord qu'il faut réformer le Conseil de sécurité. Vous ne trouverez personne qui contredise à ce niveau. Mais dès que vous dites: «Comment? Qui seront d'éventuels membres permanents? etc.», vous pensez bien que tout cela se corse.

L'Assemblée générale va s'y attacher au cours de cette session. En outre, en tant que Président de cette Assemblée, je vais organiser un débat informel avant et après le sommet du G 20 avec le Secrétaire-général d'une part et avec le pays hôte d'autre part. Ce sera l'exemple d'un premier de ces ponts qu'il s'agit de construire. Que les noms présents au moment des rencontres du G 20 aient avant le sommet un cadre institutionnel qui est celui de l'Assemblée générale de l'ONU, pour s'exprimer sur les sujets qui seront traités lors du sommet du G 20, ou encore, après le sommet du G 20, que l'on puisse à quelque part s'exprimer sur les résultats ou les décisions qui auraient été prises.

Nous ne devons pas perdre de vue que tous ces efforts se font au service du bien commun. La Charte doit rester le guide ultime de l'action de l'ONU. Vous m'avez fait plaisir en rappelant l'article 1 de la charte des Nations unies qui est d'une simplicité et en même temps d'une vérité qui n'a souffert en rien des 65 années d'existence de l'ONU. La paix et la sécurité, la coopération entre les nations, et j'ai surtout insisté dans mon discours inaugural, l'amitié entre les peuples. J'ai même risqué l'appel dans la salle en leur disant: «Est-ce que vous êtes sûrs que chaque fois que vous êtes intervenus, vous avez eu le sentiment de parler à des amis? Car si vous le faisiez, probablement que beaucoup de problèmes deviendraient plus faciles à résoudre.» C'est en se montrant à la hauteur de cette vocation que l'ONU apportera une différence tangible pour les populations de ses Etats membres.

M^{me} la Présidente,

M^{mes}, MM. les Députés,

Au-delà des attaches personnelles, on l'a rappelé avec cette salle et avec certains des membres toujours présents ici, que peut signifier la présence d'un Président de l'Assemblée générale aujourd'hui, ici, dans ce Parlement cantonal?

J'y vois au moins trois messages:

D'abord, ce n'est pas parce que nous participons à la collaboration internationale que les institutions locales ou régionales perdent leur valeur. Nous sommes membres de l'ONU, mais notre Parlement cantonal reste fort. L'ONU est là, je l'ai dit, pour défendre l'intégrité et la prospérité de ses Etats membres, et par là aussi celle de leurs structures domestiques, à l'échelle régionale ou locale.

Ensuite, dans un monde interdépendant et interconnecté tel que celui d'aujourd'hui, nous sommes tous affectés par des problèmes et par des décisions qui sont nés ailleurs. Il n'est plus question de faire comme si le reste du monde n'existe pas. Nous avons le devoir et l'intérêt dirais-je

de participer à la solidarité internationale. L'ONU nous offre une opportunité de participer à l'élaboration de stratégies globales pour répondre aux grandes questions de notre temps, grandes questions dont la solution dépasse la capacité de chacune des composantes de cette communauté internationale. Et je vous le demande, laquelle est plus souveraine? La Suisse qui se complaît dans son état d'observateur, même permanent, comme ça s'appelait ou la Suisse qui est présente, qui a une opinion, qui participe aux décisions et aux actions? Vous le voyez, la réponse est très simple à donner.

Finalement, nous pouvons apporter aux autres membres de la communauté internationale, notre expérience de la démocratie et notre culture du dialogue et du consensus. Nos institutions ont valeur d'exemple. Votre Parlement a valeur d'exemple. Prenons-en le plus grand soin, car c'est en fait le secret de notre succès. (Applaudissements.)

La Présidente. Je remercie Joseph Deiss. M. le Président, merci. Nous vous assurons de notre soutien durant cette année. Nous avons pu nous rendre compte que les défis que vous devrez relever tout au long de cette année présidentielle sont vastes, divers et demanderont beaucoup d'énergie et nous sommes avec vous. Ce moment est là aussi pour vous transmettre notre soutien. Je souhaiterais maintenant demander à M^{me} Deiss de nous rejoindre.

Sehr geehrter Herr Präsident, im Namen des Grossen Rates und der ganzen Freiburger Bevölkerung gratuliere ich Ihnen noch einmal ganz herzlich zu Ihrem ehrenvollen Posten. Ich danke Ihnen für Ihren Einsatz im Dienst der internationalen Zusammenarbeit.

M. le Président, je vous réitère mes vives félicitations au nom du Grand Conseil et de toute la population fribourgeoise. Je vous remercie pour votre engagement au service de la coopération internationale. Et en souvenir de ce moment, on a le plaisir de vous remettre un petit cadeau qui vous sera utile pour poser quelques paraphes et de fleurir votre épouse. Bravo encore. (Applaudissements.)

- La séance est levée à 17 h 05.

La Présidente:

Solange BERSET

Les Secrétaires:

Mireille HAYOZ, secrétaire générale

Reto SCHMID, secrétaire général adjoint
